Maria Matey, *Pracownicy umysłowi — zagadnienia prawne i społeczne* [Travailleurs intellectuels — problèmes juridiques et sociaux], Warszawa 1967, PWN, 211 pages.

Les actes législatifs polonais de 1922 (sur les congés) et de 1928 (deux décrets-lois sur le contrat de travail) ont appliqué une division dichotomique en travailleurs intellectuels et ouvriers, en attribuant aux premiers bien des privilèges. Cette division présume une distinction entre le «travail intellectuel» et le «travail manuel». Le non-ajustement de cette division à la

réalité, croissant à mesure du progrès technique, causait que depuis longtemps elle éveillait des réserves. Son aspect social ne correspondait guère aux principes du régime socialiste. Aussi dès les débuts de la Pologne Populaire, y a-t-il tendance à l'éliminer graduellement et la remplacer par la différenciation des droits des travailleurs, basée sur des prémisses rationnelles, telles que le niveau des qualifications du travailleur, les limites de la responsabilité suivant le genre du travail ou la fonction remplie, etc. C'est à ce problème compliqué, l'estimation de la division dichotomique selon le critère indiqué ci-dessus et les recherches d'autres critères de la différenciation des travailleurs, qu'est consacré l'ouvrage de M^{me} Maria Matey.

L'auteur ne se borne pas à l'analyse de normes juridiques. Le problème faisant l'objet de son livre est très fortement lié aux problèmes sociaux et politiques. C'est ce qui a décidé de l'adoption de la forme d'une étude socio-juridique dans laquelle on a pris pour le point de départ l'analyse des phénomènes ayant rapport au travail intellectuel et le monde des travailleurs intellectuels. L'auteur y prend, avant tout, en considération l'énorme croissance, dans nos temps, du nombre des postes et fonctions exigeant des qualifications professionnelles secondaires ou supérieures, ainsi que parallèlement la stratification sociale et la différenciation politique de la masse des personnes occupant ces postes et remplissant ces fonctions. Ces problèmes représentent le contenu du premier chapitre.

L'auteur consacre le second chapitre à des problèmes juridiques en y analysant la définition du travailleur intellectuel, telle qu'elle apparaît dans les actes normatifs des pays capitalistes et dans la doctrine du droit dans ces pays. Nous obtenons ainsi une confrontation des constructions juridiques, créées jusqu'à présent, ainsi que les notions nécessaires à l'analyse et l'estimation de celles-ci.

Asinsi préparée l'auteur aborde la tâche principale, c'est-à-dire les considérations sur l'état légal en Pologne Populaire, dans le domaine qui l'intéresse, sur les transformations de cet état ainsi que sur le problème-clé — la modification du droit de travail dans notre pays. Une telle présentation de la question ouvre aux considérations de l'auteur une perspective large et régulière. Ces vastes fragments du troisième chapitre ont une importance que dépasse le sujet abordé, notamment le problème de la suppression de la division dichotomique et de son remplacement par une autre, et un segment du problème de la différenciation de l'ensemble des travailleurs.

L'auteur reconnaît le genre du travail comme critère fondamental de la différenciation. Aussi, a-t-elle fait une analyse de l'application de ce critère dans la législation de travail de notre pays (p. 164 - 176). Elle a en même temps dévoilé les difficultés qui peuvent apparaître lors de l'application du critère du genre de travail. Entre autres, le livre indique et analyse les groupes concrets des traits caractéristiques du travail et les groupes des qualités exigées des travailleurs selon lesquels on peut classifier les genres du travail et, en conséquence, différencier les travailleurs.

Les considérations sur l'application de ces critères dans la pratique législative sont particulièrement intéressantes. On doit, en effet, décider quels sont les traits caractéristiques qui influencent la différenciation des genres du travail, et qui peuvent et doivent être mis à profit lors de la différenciation des droits des travailleurs, à quel point et aux quels droits. On a ici à faire au difficile problème de l'interférence des critères variés de différenciation, tels

que l'âge et le sexe, la branche, la localisation de l'établissement du travail, le degré de la responsabilité, etc. Il ne serait pas, en effet, indiqué de permettre ni une concentration excessive de droits majorés à titres divers, ni, à plus forte raison, à une réduction des droits justifiés par certains critères à la suite des restrictions découlant de critères d'un autre genre (p. 136 et suivantes).

L'auteur a également démontré que la différenciation a bien souvent pour base non seulement des critères essentiels, mais d'autres que l'on pourrait, par convention, nommer sociologiques, comme, par exemple, le prestige de la profession ou la tradition. Ces éléments exercent une assez grande influence sur la formation de la différenciation du droit de travail (p. 8, p. 182 et suivantes).

Le livre de M^{me} Maria Matey non seulement présente et analyse l'état légal existant en Pologne Populaire, l'histoire des transformations de cet état, ainsi que les opinions de la doctrine polonaise dans le domaine des problèmes figurant dans le titre de l'ouvrage, mais aussi il contient, notamment dans le troisième chapitre, bien des généralisations et conclusions qui peuvent être intéressantes par rapport à tous les pays quel que soit leur système juridique.

Maciej Świącicki